

Pour une protection sociale complémentaire de qualité et solidaire

Suite à la notification du marché public sur le volet santé de la protection sociale complémentaire (PSC), l'administration avait convoqué une réunion de la commission paritaire de pilotage le 05 juillet en présence de représentants d'ALAN nouvel organisme désigné. Alors que la CGT a décidé sans ambiguïté, dans le contexte électoral actuel, de concentrer ses actions contre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et compte tenu de son opposition au positionnement du ministère sur la PSC, elle a décidé de ne pas participer à cette réunion, qui d'ailleurs, vient d'être annulée par l'administration faute de quorum.

Dans les webinaires de présentation du dispositif, le mécontentement des personnels s'exprime.

Nous estimons que ce projet doit être gelé car il serait dangereux et incompréhensible de mettre en place une mutuelle avant le résultat des recours en justice qui se succèdent.

Nous estimons que :

- la date du 1^{er} janvier 2025 est irréaliste, encore plus pour les retraités qui auront toutes les difficultés à accéder à cette offre de santé,
- le ministère applique un accord qui est devenu minoritaire,
- la prévoyance et la santé doivent être couplées comme dans d'autres ministères.

Nous estimons que ce projet doit être gelé car il serait dangereux et incompréhensible de mettre en place une mutuelle avant le résultat des recours en justice qui se succèdent.

La CGT assume pleinement de retarder l'entrée en vigueur de cette prise en charge. C'est pour obtenir mieux, elle ne veut pas exposer les agents à une situation dégradée pendant la durée du contrat (6 ans). Nous ne sommes pas dans l'immédiateté mais dans la construction d'une société de tolérance et de partage qui ne livre pas la protection de la santé aux marchés financiers et qui va vers un remboursement 100 % par la sécurité sociale. C'est bien pour cette raison que la CGT appelle à **voter pour le Nouveau Front Populaire et à faire barrage à l'extrême droite discriminante et ultra libérale**. Nous demanderons au lendemain des élections l'annulation du marché. Chaque voix doit servir à atteindre ce but.

Pour la CGT, il est encore temps de mettre un frein à ce gâchis.

Elle appelle, à signer massivement la pétition intersyndicale CGT, FO et FSU pour demander une nouvelle négociation couplant santé et prévoyance qui modifierait les bases du cahier des charges de telle sorte que les critères de qualité de gestion, de maîtrise financière, de prévention et de solidarité intergénérationnelle primeraient sur d'autres.

**PÉTITION
intersyndicale
CGT, FO et FSU**

